

PLAN DE PREVENTION

Etablissements du Sud Aveyron



Entreprise Titulaire d'un marché au sein d'établissement du Sud Aveyron

MARCHE N° :

INTITULE DU MARCHE

ENTREPRISE (nom, adresse) :

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



1- MAITRISE D'OUVRAGE

1-1 Identification de l'établissement

 CENTRE HOSPITALIER DE MILLAU www.ch-millau.fr	Centre Hospitalier de Millau 265 Boulevard Achille Souqués 12100 MILLAU ☎ : 05.65.59.30.00
Représentée par : ☎ : Mail :	Fonction :
	Centre Hospitalier Emile Borel 88, Avenue Lucien Galtier 12400 Saint-Affrique ☎ : 05.65.49.70.22
Représentée par : ☎ : Mail :	Fonction :
 EHPAD <i>Les terrasses des causses</i>	E.H.P.A.D Les terrasses des causses - 251 avenue du Général Cossé - 4 rue st Jean - 2 pierre Sémard 12100 MILLAU ☎ : 05.65.59.30.00
Représentée par : ☎ : Mail :	Fonction :

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



1-2 Travaux

- ☐ présentant plus de 400 heures travaillées
- ☐ avec des travaux dangereux. Si oui, lesquels
(Voir page 20 ; A lister et décrire aux points 4 et 5)
- ☐ opération faisant l'objet d'un marché avec l'entreprise extérieure

Période validité du Plan de Prévention :

Du _____ jusqu'au _____

Il devra être mis à jour par un avenant en cas de modification des dates d'intervention, ou en cas d'apparition de nouveaux risques détectés par l'établissement de santé ou l'Entreprise Extérieure.

Site concerné :

Responsable d'opération de l'établissement de santé :

Madame/Monsieur :

Téléphone :

Mail :

Secteur d'intervention :

Description des interventions :

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



2- ENTREPRISE EXTERIEURE (EE)

Référence du marché	
Raison sociale	
Adresse	
CP	
Ville	
Tél :	
Fax.	
Mail.	
Représentée par	M. Tel:
Fonction	
Date(s) d'intervention	
Durée de l'intervention	
Effectif prévu <i>(nombre et noms prénoms)</i>	Un tableau listant le personnel travaillant sur les sites des ETS pourra être annexé à ce plan de prévention
Horaires de travail <i>(jours ouvrables : 8h-17h30)</i>	En dehors des horaires ouvrés, l'entreprise est chargée d'en informer le chargé de travaux
Astreintes, nuits, weekends, fériés	

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



Entreprises Extérieures Intervenantes :

Indiquer les éventuelles entreprises sous-traitantes :

Entreprises Titulaires ou sous- traitants	Adresse	Tél.	Représentant	Effectif sur l'opération

3- INSPECTION COMMUNE PREALABLE

Avant tout travaux, l'entreprise devra se rendre sur le lieu d'intervention avec le chargé d'opération

Date de l'inspection :

L'établissement de santé :		
Participant		
Fonction		
Téléphone		

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



4- RISQUES LIES À L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL

Les établissements hospitaliers sont des lieux ouverts au public. A ce titre, il est rappelé aux intervenants extérieurs que les risques d'accidents peuvent être amplifiés du fait de la présence permanente de patients donc les capacités d'actions souvent réduites voire inexistantes.

Leur présence génère :

- La nécessité de protections particulières pour les préserver de tout risque, qui devront être listées et validées par le médecin hygiéniste via une fiche « Hygiène » et ce, quelque soient les travaux effectués et la zone considérée
- Le respect de la continuité du service public qui peut rendre impropres les mesures de sécurité habituellement prises dans des contextes strictement privés.

Il est donc demandé aux intervenants extérieurs d'apporter la plus grande vigilance dans l'exercice de la mission qui leur confiée par les CH du Sud Aveyron notamment vis-à-vis :

- Des patients hospitalisés, validés, alités, à mobilité réduite, ou assistés (assistante respiratoire...)
- Des personnels soignants et hospitaliers
- Des visiteurs
- Des autres prestataires extérieurs

4-1 Risques généraux

ACTIVITÉS DE SOINS

Avant l'intervention, l'établissement de santé informera l'entreprise extérieure sur les spécificités des conditions d'accès au secteur d'intervention, notamment concernant les mesures d'hygiène, les risques et les mesures de prévention. (cf. §4-2).

CONFIDENTIALITE

L'entreprise s'engage à informer les personnels intervenant au sein des établissements du Sud Aveyron, qu'ils sont tenus au respect de la confidentialité, c'est-à-dire à ne divulguer à l'extérieur aucune information personnelle concernant

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



un patient ou un professionnel qu'ils auraient pu voir, entendre ou comprendre à l'occasion des prestations ou travaux réalisés.

COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE

Les seuls moyens de communications (sécurité, secours, urgences) sont le téléphone portable GSM, et le système téléphonique interne (autocom).

La structure du bâtiment ne permet pas une communication GSM fiable. Ces communications ne sont possibles qu'à l'extérieur du bâtiment et certaines zones spécifiques (toitures, certains locaux en façade, etc.).

Par ailleurs, des interférences pouvant apparaître à proximité d'équipements techniques (notamment appareils à Résonance Magnétique), il est demandé de limiter à l'urgence l'utilisation des téléphones portables au sein de l'établissement.

LOCAUX À ACCES CONTRÔLÉ

L'accès à certains locaux sensibles est soumis au contrôle d'accès délivré par le service technique.

Le personnel intervenant doit utiliser uniquement les ascenseurs techniques. Les monte-malade sont réservés à la prise en charge des patients.

CO-ACTIVITÉ

Les risques liés à l'interférence entre les activités de l'établissement de santé (et ses sous-traitants, travaux, etc.) et des entreprise extérieure (et leurs sous-traitants, levés de réserves, etc.) ne sont pas négligeables.

L'établissement de santé veillera à la gestion de cette co-activité.

L'établissement de santé et l'entreprise extérieure s'informeront mutuellement de leurs travaux (lieux, périodes, modification(s) du plan de prévention, etc.) et des risques inhérents.

OUTILLAGES

L'entreprise certifiée et doit utiliser le matériel préconisé par la législation et les normes en vigueur au moment du chantier.

RISQUES LIÉS À LA CHIMIE, BIOLOGIE ET RADIOLOGIE

Présence de produits chimiques, inflammables, explosifs, toxiques ou corrosifs en particulier dans les laboratoires et les pharmacies.

Présence de produits pharmaceutiques dans les pharmacies, dans les unités de soins et les unités d'exploration fonctionnelle.

Présence d'agents pathogènes, virus, bactéries, matières souillées, dans les unités de soins et laboratoires.

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



Rayonnements ionisants provoqués par des sources radioactives ou par des appareils générateurs de rayonnement (équipements de radiologie...) dans les services de radiologie et de radiothérapie, zones de stockage ou cuves.

RISQUES LIES A LA PRESENCE DE MATERIELS EN FONCTIONNEMENT :

Appareillages médicaux (autoclave, centrifugeuse...) dans les unités de stérilisation.
Installations et réseaux multiples (électricité, eaux, vapeur, aspiration médicale, gaz médicaux) dans l'ensemble des locaux.

Générateurs ou sous-station de production d'énergie électrique, de vapeur, de chaleur, de gaz médicaux dont les locaux techniques sont généralement répartis sur l'ensemble de l'établissement.

4-2 Risques liés aux locaux

Secteur/ Local à Risques - Condition d'intervention obligatoire

Secteur	Local	Risques	Condition d'intervention obligatoire
Services de soins	Tous	Infectieux	- Respecter l'affichage dans les services de soins - Eviter tout contact avec du matériel médical (en cas de contact avec du matériel médical, en informez immédiatement le personnel soignant).
Services de soins	Tous	Accessibilité	- Avant toute intervention dans un service de soins, prévenir l'encadrement du service et mettre en place ensemble les procédures d'accès et d'intervention.
Extérieur	Parking	Collision ou entrave à la circulation	- Rester vigilant - Respecter la circulation et stationnement des véhicules
Services de soins	Tous	Comportements violents patients/usagers	- Rester vigilant et prévenir le personnel soignant en cas de problème. - Veiller à refermer les accès après votre passage - Ne pas laisser vos outils sans surveillance, ils sont sous votre responsabilité.
Services de soins	Tous	Présence de patients particuliers (détenus, gardés à vue)	Plan de prévention spécifique à établir en lien avec l'administration pénitentiaire

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



Installations particulières (laboratoire, stockage gaz, fluides médicaux)	<ul style="list-style-type: none"> - Intoxication - Explosion - Incendie 	<ul style="list-style-type: none"> - Avant toute intervention se présenter à la personne responsable des locaux ou/et au référent technique. - Le personnel a les habilitations requises 		
Zones à environnement maîtrisé (Blocs, pharmacie, Stérilisation)	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien des conditions d'ambiance et d'hygiène 	<ul style="list-style-type: none"> - Prévenir le responsable technique ou la personne compétente au sein de l'ETS avant toute intervention - PPS et fiche travaux à établir avec le service d'hygiène 		
Travaux sur Hélistation		<ul style="list-style-type: none"> - autorisation spécifique à recueillir auprès du SAMU - PPS nécessaire - Ne laisser aucun outils ou matériels légers à proximité (risque d'envol à l'arrivée d'un aéronef) 		
Travaux en zone à surveillance médicale particulière		<ul style="list-style-type: none"> - établir un PPS 		
Tous types d'interventions	<ul style="list-style-type: none"> - Maladie infectieuse 	<ul style="list-style-type: none"> - Rappel de vaccination DT-Polio conseillée (tous les 10 ans) 		
Travaux en milieu hospitalier (toutes zones)	<ul style="list-style-type: none"> - intégrité du chantier et des tiers utilisateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Etablir une fiche de travaux en concertation avec le responsable hygiène - Balisage de la zone de travail - Panneaux et signalétique d'interdiction d'accès et de déviation 		

Un plan de prévention spécifique (PPS) est obligatoire pour toute entreprise qui évolue sur la propriété du CHUGA après approbation du présent plan de prévention, y compris dans une zone à risque infectieux.

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



5- RISQUES LIES AUX OPERATIONS REALISEES

Pour chaque risque répertorié ci-dessous, une mesure préventive doit être proposée

5-1 Risques généraux

Phases de travail	Risques	Mesures de prévention	A la charge de :	
			Ets. de santé	Ent. extérieure
Circulation et stationnement des véhicules, cycles, piétons, poids lourds	<ul style="list-style-type: none"> - accident de la circulation - encombrement des voies d'accès pompiers. - circulation dense, y compris piéton, patients désorientés, à mobilité réduite, à vision réduite, personnes âgées, enfants 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect du Code de la Route - Respect de la limitation de vitesse (10 km/h dans les sites de l'établissement de santé). - Stationnement autorisé sur les parkings aux places autorisées (voir plan annexé). - Interdiction d'encombrer les issues de secours et de stationner devant les zones d'accès pompiers : la priorité doit toujours être donnée aux véhicules de secours et d'urgence - Respecter le plan de circulation fourni 	<input type="checkbox"/>	X
Chargement / Déchargement	<ul style="list-style-type: none"> - chute du chargement - collision 	<ul style="list-style-type: none"> - Rédaction d'un protocole de sécurité obligatoire si l'entreprise n'effectue pas elle-même les opérations dans le cadre de son activité. - Respect des lignes de chargement et déchargement ? <p>En cas de déchargement exceptionnel en dehors des zones dédiées, l'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité de ses salariés et des tiers</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Démolition	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de Dispersion de poussières et Aspergillus 	<ul style="list-style-type: none"> - Lors de travaux de démolition prévoir une fiche Hygiène spécifique avec le chargé d'opération, lorsque l'intervention se fait dans des services médicaux, et publics. - En complément, les entreprises devront prendre toutes les mesures afin de limiter les gênes et désagrément aux tiers et garantir la sécurité, par la mise en place d'un protocole de démolition 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accès aux locaux	<ul style="list-style-type: none"> - Malveillance 	<ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise extérieure doit fournir la liste des personnes travaillant sur le site (voir point 2) 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Utilisation de l'outillage et du matériel	<ul style="list-style-type: none"> - Poussière 	<ul style="list-style-type: none"> - Listing du matériel utilisé lors de l'intervention à fournir par l'entreprise! A 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



		appliquer dans les services de soin ¹ : le matériel de percement, ponçage, devra être équipé d'un système d'aspiration pour limiter voire exclure les pollutions et poussières et autres bactéries diverses Le cas échéant, condamnation de la zone de chantier.		
Déplacement de matériel ou Matériaux/équipements	- Chocs aux pieds - Douleur au dos - Chute de sa hauteur	Port de chaussures de sécurité - Favoriser les aides à la manutention (transpalette, chariot, ...) - Porter à 2 les charges importantes - Plan de prévention spécifique si intervention sur nacelles ou travaux sur ascenseur (plan de levage).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Utilisation d'outils ou d'appareils bruyants	- Altération de l'audition - Surdité	- Isoler au maximum la zone - Utiliser les équipements les moins bruyants - Protection individuelle : casque et/ou bouchons - Privilégier les créneaux horaire qui entraîneront le moins de nuisance pour le personnel et les patients	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eclairage	- Fatigue visuelle - Chute	- L'éclairage spécifique au poste de travail est assuré par l'E.E. - Le personnel de l'E.E. signalera à l'établissement de santé toute anomalie constatée sur le système d'éclairage en place.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Levage (nacelle, ascenseurs)	Chute	- PPS à établir lors des interventions sur nacelles ou travaux sur ascenseurs (plan de levage)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Montage de grue ou intervention de camion grue		- Etablir u plan de levage avec emprise au sol et coupe verticale - analyser la compatibilité avec le cône d'envol : 1. si un objet entre dans le cône d'envol, procédure à transmettre à la DGAC. 2. si une grue ou un objet dépasse significativement et normalement dans un rayon de 2500 m de l'hélistation => demande de publication d'un NOTAM au BNA + information obligatoire au SAMU	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5-2 Risques inhérents à la zone d'intervention, hors zone d'activités hospitalières

Les risques spécifiques sont en adéquation avec l'analyse des risques de l'entreprise extérieure annex  e à ce plan (voir point 8).

¹ La production de poussière tant en déconstruction, qu'en travaux d'entretien peut entraîner un certain nombre de complication chez certains patients. Cette mesure relève donc d'un engagement de qualité et d'une obligation de résultat en matière de prévention et de sécurité

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



L'entreprise extérieure s'assurera que les mesures de prévention identifiées sont en adéquation avec les contraintes et l'environnement dans lesquels sont effectuées

Zones de travail	Risques	Mesures de prévention	A la charge de :	
			Ets. de santé	Ent. extérieure
VRD	<ul style="list-style-type: none"> - Amiante - Effondrement 	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux en fond de fouille : une protection contre l'écroulement des parois de fouilles sera posée à plus de 1,30 m de profondeur, cependant il peut être obligatoire de blinder à des profondeurs de moins de 1,30 m suivant la nature du terrain n'offrant pas les caractéristiques de tenues et donc de stabilités des parois. - Demander un DAT Amiante en cas de percement d'enrobé. 	<input type="checkbox"/>	X
Intervention sur voie de circulation de véhicules et de personnes	<ul style="list-style-type: none"> - collision piéton et engins - encombrement des voies d'accès pompiers. - circulation dense, y compris piéton, patients désorientés, à mobilité réduite, à vision réduite, personnes âgées, enfants 	<ul style="list-style-type: none"> - Port du gilet fluorescent. - Balisage de la zone d'intervention. - Mise en place d'une circulation déviée en concertation avec les services techniques 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Travaux en capacité fermée non ventilées (regards, vide sanitaires)	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'émanation de gaz toxique - Etouffement - Intoxication respiratoire - Explosion 	<ul style="list-style-type: none"> - Avant intervention se présenter à la personne responsable des travaux ou/et référent technique pour établir un plan de prévention spécifique en concertation avec le service sécurité incendie - Le travail isolé est interdit. - Travaux dans les cuves, réservoirs, conduites de plus de 80 cm de diamètre qui nécessitent la présence d'un opérateur engendreront des dispositions protectrices contre les noyades, les chutes, et le travail isolé. Tout opérateur doit être accompagné en visuel, et aura un scaphandre autonome en cas d'atmosphère non ventilée. - Les entreprises devront se munir d'appareils de détection de gaz / et ou monoxyde de carbone et prendre les 	<input type="checkbox"/>	X

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



		mesures de précautions avant toutes interventions. En cas de risque de présence d'H2S en capacité non ventilée. Il faut donc un détecteur multigaz CO/H2S/taux O2.		
Installations et réseaux - locaux techniques	- Electrocuton - Incendie	- Avant toute intervention se présenter à la personne responsable des locaux ou/et au référent technique. - Le personnel a les habilitations requises. - le travail isolé est interdit. En cas de présence solitaire dans ces locaux (hors intervention), le personnel sera muni d'un dispositif de détection « homme mort » (PTI).	X	<u>X</u>
Installations Electriques	- Rupture d'alimentation	- Prévenir le responsable technique ou le référent CFO/CFA avant toute intervention - Disposer des habilitations requises - Fournir le mode opératoire de son intervention - l'ETS est responsable de la consignation, un bon de consignation est délivré et conditionne l'intervention de l'entreprise		
Travaux en hauteur	-Chute	- PRI recommandé, l'utilisation d'autres moyens est possible selon l'analyse de risque établie par l'entreprise - Utilisation d'échelles et escabeaux interdites au-delà de 3 m. En dessous, les échelles devront être solidement arrimées au sol et/ou fixées au mur - Echafaudage : les structures répondant à la réglementation sont mises à la terre, au-delà de 3m, PPS obligatoire - Travail isolé interdit	x	X
Travaux sur toiture	- Chute	- Suite à l'analyse de risque, l'entreprise devra mettre en œuvre les équipements de protection individuelles contre les chutes, ainsi que les éléments de sécurisation d'ancrages et accroches si la toiture n'est pas équipée de protection collective et/ou garde-corps, ligne de vie - le matériel mis en œuvre doit être conforme à la réglementation en vigueur - Travail isolé interdit - le personnel portera sur lui son attestation de formation « travail en hauteur », à présenter au responsable du chantier avant son intervention	x	X

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



5-3 Interventions à risque

RISQUES RECENSES	Mesures de protection et de prévention destinées à prévenir ces risques
<input type="checkbox"/> Incendie / déclenchement d'alarme Explosion, Soudage, Mécanique, Pression	
- Avant toute intervention se présenter à la personne responsable des locaux ou/et au référent technique 48 heures avant. - Délivrance du Permis feu par le Service Sécurité Incendie du site.	
<input type="checkbox"/> Travaux au voisinage de matières inflammables <input type="checkbox"/> Manipulation de produits chimiques à réaction exothermique <input type="checkbox"/> Utilisation d'appareils pouvant produire des étincelles ou un échauffement <input type="checkbox"/> Travaux en atmosphère à risque d'explosivité <input type="checkbox"/> Travaux par points chauds (soudure, meulage, découpage...) <input type="checkbox"/> Utilisation de gaz inflammables <input type="checkbox"/> Forte production de poussières (risque de déclenchement d'un détecteur optique et/ou ionique) <input type="checkbox"/> Autres :	<input type="checkbox"/> Interdiction de fumer <input type="checkbox"/> Pas de stockage dans les circulations ou escaliers <input type="checkbox"/> Connaissance des moyens d'alarme et d'alerte (déclencheur manuel de couloir et téléphone) <input type="checkbox"/> Repérage des cheminements d'évacuation <input type="checkbox"/> Validation du permis feu * EPI (voir liste) <input type="checkbox"/> Autres dispositions de sécurité :
<input type="checkbox"/> Produits chimiques, biologiques, radiologiques	
- Aucun produit chimique ne doit être utilisé sans l'accord du service référent ou du référent technique. - Transmettre et tenir à disposition les fiches de données sécurités « FDS »	

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



<p><input type="checkbox"/> Manipulation de produits chimiques :</p> <p>produits concernés :</p> <p><input type="checkbox"/> Travaux sur installations ou conduites ayant contenu des produits chimiques :</p> <p>produits concernés :</p> <p><input type="checkbox"/> Travaux sur installations gaz :</p> <p>gaz concernés :</p> <p><input type="checkbox"/> Travaux à risques d'atmosphère polluée qualité du polluant :</p> <p>... ..</p> <p><input type="checkbox"/> Présence de matières dangereuses</p> <p><input type="checkbox"/> Autres :</p>	<p><input type="checkbox"/> Purger les lignes gaz toxiques</p> <p><input type="checkbox"/> Rincer les conduites ou installations ayant contenu des produits chimiques</p> <p><input type="checkbox"/> Limitation des stockages au strict minimum</p> <p><input type="checkbox"/> Reconnaissance de l'étiquetage</p> <p>* EPI (voir liste)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres dispositions de sécurité :</p>
<p><input type="checkbox"/> Risques Electriques</p>	
<p>- Avant tous travaux, prévenir le référent technique ELECTRICITE ou responsable technique</p> <p>- Le personnel a les habilitations requises</p> <p>- Un mode opératoire devra être fourni pour toutes opérations.</p> <p>- Le CH est responsable des consignations. Un bon de consignation est délivré et conditionne l'intervention de l'entreprise.</p>	
<p><input type="checkbox"/> Travaux dans un poste de transformation (1)</p> <p><input type="checkbox"/> Travaux en milieu humide (1)</p> <p><input type="checkbox"/> Travaux dans enceinte conductrice exigüe (parois métalliques ou conductrices) (1)</p>	<p><input type="checkbox"/> (1,2,3) Le personnel effectuant des travaux ou interventions d'ordre électrique doit être titulaire d'un titre d'habilitation électrique</p> <p>* EPI (voir liste)</p>

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



<p><input type="checkbox"/> Utilisation d'appareils électriques portatifs (2)</p> <p><input type="checkbox"/> Risques de contact direct (3)</p> <p>(classe de tension : Basse tension \geq 400V)</p> <p><input type="checkbox"/> Risques de contact indirect (3)</p> <p>(classe de tension : Basse tension \geq 400V)</p> <p><input type="checkbox"/> Evolution d'engins à proximité de lignes aériennes électriques (4)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres :</p>	<p><input type="checkbox"/> (2) L'outillage électrique doit être conforme aux normes en vigueur</p> <p><input type="checkbox"/> (3) Vérifier le bon état extérieur des câbles d'alimentation du matériel utilisé</p> <p><input type="checkbox"/> (4) Analyse de risques détaillées à fournir</p> <p><input type="checkbox"/> Autres dispositions de sécurité : ...</p>
<p><input type="checkbox"/> Rayonnements ionisants ou non</p>	
<p>Avant toute intervention, prévenir la personne responsable des locaux et/ou référent technique ainsi que la personne compétente en radioprotection (PCR)</p>	
<p><input type="checkbox"/> Travaux sur générateurs électriques (Scanner, accélérateur, ...) (1)</p> <p><input type="checkbox"/> Travaux à proximité de sources radioactives (2)</p> <p><input type="checkbox"/> Travaux sur laser (3)</p> <p><input type="checkbox"/> Travaux sur générateurs de champs magnétiques et électrostatiques (IRM, antenne, ...) (4)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres :</p>	<p><input type="checkbox"/> (1) Equipements hors tension et accord du responsable</p> <p><input type="checkbox"/> (2) Après accord de la personne compétente en radio protection</p> <p><input type="checkbox"/> (3) Port de lunettes de sécurité adaptées</p> <p><input type="checkbox"/> (4) Accès interdit aux porteurs de stimulateurs cardiaques dans une zone où il y a des champs magnétiques et électrostatiques</p>

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



	EPI (voir liste) <input type="checkbox"/> Autres dispositions de sécurité :
<input type="checkbox"/> Mécaniques	
<input type="checkbox"/> Utilisation de pistolet de scellement <input type="checkbox"/> Travaux sur équipement sous pression <input type="checkbox"/> Vibrations <input type="checkbox"/> Risques d'entraînement <input type="checkbox"/> Risques de projection <input type="checkbox"/> Risques de rupture <input type="checkbox"/> Risque d'écrasement ou coincement <input type="checkbox"/> Autres :	<input type="checkbox"/> Protéger les éléments mobiles des équipements <input type="checkbox"/> Repérer les arrêts d'urgence <input type="checkbox"/> Utiliser les dispositifs d'arrêt ou de blocage (arrêt d'urgence, portes, ...) * EPI (voir liste) <input type="checkbox"/> Autres dispositions de sécurité :
<input checked="" type="checkbox"/> Manutention	
<input type="checkbox"/> Utilisation de chariot automoteur <input type="checkbox"/> Utilisation de grues, nacelles <input type="checkbox"/> Circulation, évolution d'engins dans une zone de passage piétons <input type="checkbox"/> Evolution d'engins au-dessus de locaux où séjournent du personnel	<input type="checkbox"/> Certificat d'aptitude pour la conduite de : chariot Automoteur, grue, engins de levage,nacelle... <input type="checkbox"/> Balisage des zones d'évolution des engins <input type="checkbox"/> Ne pas stationner sur un accès pompiers <input type="checkbox"/> Balisage de la zone dangereuse piétons et usagers

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



<input type="checkbox"/> Evolution d'engins de levage à proximité de lignes aériennes <input type="checkbox"/> Evolution sur sol glissant <input type="checkbox"/> Autres : Manutention manuelle. Charge < 20 kg	<p>* EPI (voir liste)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres dispositions de sécurité : Formation Gestes et Postures par E.E.</p>
<p>■ Hauteur</p>	
<input type="checkbox"/> Travaux sur terrasse <input type="checkbox"/> Travaux sur passerelle <input type="checkbox"/> Utilisation d'échelles, PIRL (Plate-forme Individuelle Roulante Légère) <input type="checkbox"/> Balisage d'interdiction d'accès au sol ou protection couverte des passages <input type="checkbox"/> Utilisations d'échafaudages <input type="checkbox"/> Utilisation de nacelles, grues <input type="checkbox"/> Risques de chutes de personnes <input type="checkbox"/> Risques de chutes d'objets <input type="checkbox"/> Grands vents (1) <input type="checkbox"/> Autres :	<input type="checkbox"/> Les escabeaux, échelles, PIRL, échafaudages, nacelles, grues doivent être conformes aux normes <input type="checkbox"/> Balisage des zones de travail par des moyens visibles de jour comme de nuit <input type="checkbox"/> Balisage d'interdiction d'accès au sol ou protection couverte des passages <input type="checkbox"/> Amarrage du personnel, de l'outillage <input type="checkbox"/> (1) Arrêter l'activité au-delà de 70 km/h <p>* EPI (voir liste)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres dispositions de sécurité :</p>
<p><input type="checkbox"/> Fouilles</p>	
<input type="checkbox"/> Création de tranchées <input type="checkbox"/> Présence de réseau électrique enterré	<input type="checkbox"/> Etayer les tranchées si h > 1,30m. <input type="checkbox"/> Baliser les zones de travail par des moyens visibles de jour comme de nuit

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



<input type="checkbox"/> Présence de réseau de gaz enterré <input type="checkbox"/> Risques d'éboulements <input type="checkbox"/> Autres :	EPI (voir liste) <input type="checkbox"/> Autres dispositions de sécurité :
<input type="checkbox"/> Espaces confinés ou isolés	
<input type="checkbox"/> Travaux dans un regard, une fosse <input type="checkbox"/> Travaux dans cuve ou espace confiné produits contenus Travail dans un local isolé <input type="checkbox"/> Autres : Poussières dans espace confiné, risque d'explosion	<input type="checkbox"/> Ne pas laisser un opérateur intervenir seul <input type="checkbox"/> S'assurer que l'atmosphère n'est ni toxique, ni explosive <input type="checkbox"/> Ventiler si nécessaire <input type="checkbox"/> Dégager si nécessaire <input type="checkbox"/> Etayer les tranchées si $h > 1,30m$ <input type="checkbox"/> Baliser les zones de travail par des moyens visibles de jour comme de nuit * EPI (voir liste) <input type="checkbox"/> Autres dispositions de sécurité :
<input type="checkbox"/> Amiantes sous SS3 ou SS4	- les intervenants doivent disposer des habilitations requises - plan de retrait à établir à partir du diagnostic amiante avant travaux - les processus de l'entreprise sont en cours de validité

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



	<ul style="list-style-type: none">- l'entreprise réalisera les mesures d'empoussièremement et rapports visuels réglementaires lors de la mise à jour du DTA amiante- en cas de matériaux non repéré, l'entreprise prévient sans délai le chargé d'opération et stoppe les travaux pour éviter la propagation des fibres d'amiantes- un nouveau plan de retrait sera dressé avant reprise des travaux- Déchets : stockage dans une structure hors eau hors air
<input type="checkbox"/> NRBC	<ul style="list-style-type: none">- concertation à mener entre l'entreprise, les services technique et hygiène, la direction des soins et les services concernés- En cas de pandémie, se référer à l'annexe « procédure de mesures de protections des intervenants en cas de risques infectieux »Une procédure est dédiée spécifiquement à la pandémie de COVID 19- En cas de risques nucléaires ou chimiques, les procédures institutionnelles (plan blanc, plan de prévention) seront annexés spécifiquement
<input type="checkbox"/> Autres risques	
<input type="checkbox"/> Locaux à risque infectieux (2) <input type="checkbox"/> Coupures - piqûres (3) <input type="checkbox"/> Travaux sur les installations pneumatiques ou hydrauliques <input type="checkbox"/> Risques liés aux équipements de travail : <input type="checkbox"/> Autres :	<input type="checkbox"/> (2) Prendre contact avec le cadre du service pour les modalités d'accès et d'intervention <input type="checkbox"/> (3) Utilisation d'emballages adaptés * EPI (voir liste)

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



* Equipement de Protection Individuelle (*Cochez les équipements nécessaires*)

<input type="checkbox"/> appareil respiratoire isolant	<input type="checkbox"/> combinaison étanche	<input type="checkbox"/> masque
<input type="checkbox"/> masque à gaz	<input type="checkbox"/> combinaison anti-acides	<input type="checkbox"/> lunettes/visière
<input type="checkbox"/> casque	<input type="checkbox"/> vêtement de travail	<input type="checkbox"/> gants
<input type="checkbox"/> casque anti-bruit	<input type="checkbox"/> harnais de sécurité	<input type="checkbox"/> Gilet fluorescent
<input type="checkbox"/> chaussures de sécurité :	<input type="checkbox"/> Sur-chaussure (fournie par l'établissement de santé)	<input type="checkbox"/> autres :

Outils utilisés :

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



6- CONSIGNES DE SECURITE SUR LE SITE

CONSIGNES DE SECURITE GENERALES

- Disposer d'un moyen de communication (n° téléphone portable à indiquer au Service Technique)		- Interdiction de fumer et de vapoter dans tous les locaux	
- Vitesse limitée à 20 km/h sur les axes de circulation au sein des établissements		- Vitesse limitée à 10 km/h sur les parkings des établissements	

6-1 Modalités d'accès :

Le représentant de l'entreprise extérieure doit, avant le début des travaux, et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'il affecte à ces travaux, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir : délimitation du secteur d'intervention, identification et matérialisation des zones dangereuses, explication de l'emploi des dispositifs collectifs et individuels de protection, voies de circulation, cheminements à emprunter dont les issues de secours, mesures prises par le responsable de l'entreprise extérieure pour qu'aucun de ses salariés ne travaille isolément en un point où il ne pourrait pas être secouru à bref délai en cas d'accident.

6-2 Modalités d'accès :

- Accès « véhicule » au site :

Pour les véhicules légers : Stationnement sur les parkings personnel ou visiteurs. Se présenter au Service Technique pour les informer de votre (ou vos) intervention(s).

Pour les véhicules d'intervention : Stationnement à proximité de la zone d'intervention ou des Services Techniques (CH Emile Borel). Emplacement à réserver une journée à l'avance.

L'entrée et la sortie d'équipements et de matériaux de construction sont règlementées

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



- Accès « piéton » au bâtiment: par l'entrée principale ou entrée logistique technique suivant le lieu et la nature des travaux.

- Périodes d'accès au site :

De 8h00 à 17h30 du lundi au vendredi exclusivement (hors jour férié).

L'accès en dehors de ces périodes devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation spécifique auprès de l'établissement de santé.

- S'identifier aux responsable du personnel soignant et au service technique le premier jour de l'intervention.

Stationnement :

- Ne pas stationner sur la chaussée, ni bloquer la circulation des véhicules logistiques ou des véhicules de secours.

6-3 Procédures à appliquer et autorisations particulières délivrées par la CH

A obtenir avant toute intervention

Autorisation de travaux par points chauds:

Permis feu journalier à demander au responsable du *chantier le jour de l'intervention*.

-Durée de validité maximum : **1 jour**.

Il mentionne l'opérateur, le lieu, la méthode de travail, la date et la durée de l'intervention

L'établissement de santé s'assure que les travaux réalisés par l'entreprise extérieure sont compatibles avec toutes les prescriptions réglementaires en vigueur et que celle-ci s'engage à respecter scrupuleusement les consignes du permis de feu (avant, pendant et après le travail). Elles auront notamment vérifié la présence, à proximité du lieu d'intervention, de moyens d'extinctions appropriés (extincteurs).

Consignations/Déconsignations électriques, fluides médicaux, hydrauliques et mécaniques :

Définir et rédiger un mode opératoire « entreprise » à appliquer en l'annexant au présent Plan de Prévention

L'entreprise extérieure doit considérer comme étant sous tension tout ouvrage électrique autre que ceux dont la consignation lui est certifiée par l'attestation (voir

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



formulaire annexé) délivrée exclusivement par le responsable ou le représentant de l'établissement de santé.

L'entreprise extérieure pourra travailler après avoir pris les mesures de sécurité qui lui incombent : vérification d'absence de tension, mise à la terre et en cours circuit, EPI, etc...

Procédure de demande de consignation :

- Demande à effectuer auprès du responsable de chantier ou du référent technique **1 semaine avant l'intervention.**

Procédure de demande de déconsignation :

- Demande à effectuer auprès de l'établissement de santé, le jour de fin de travaux pour déconsignation en présence des représentants de l'établissement de santé et de l'entreprise extérieure sur place.

En cas de consignation/déconsignation par phases successives, une autorisation devra être établie pour chaque phase et jointe au Plan de prévention.

Demandes particulières (faciliter d'accès aux locaux, neutralisation des systèmes de détection incendie)

Procédure de demande de montage/démontage particuliers :

- Demande à faire auprès de l'établissement de santé la veille de l'intervention pour montage et démontage particuliers (exemple : ventouses électriques de portes pouvant gêner le passage dans la hauteur de gros équipements).

6-4 Intervention en site occupé

Dans la mesure où l'établissement de santé ne peut interrompre son activité durant les travaux, il est impératif de :

- Baliser le périmètre des travaux lorsque la zone est accessible au public (ex : circulations, escaliers)
- Ne rien stocker dans les circulations et escaliers (risque de chute et risque d'incendie)
- Informer quotidiennement le personnel du service concerné de votre présence et des travaux effectués (le personnel soignant pouvant changer d'un jour sur l'autre)
- Rester vigilant vis-à-vis du public, des patients et du personnel soignant.

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



6-5 Organisation des secours et moyens de secours

- Repérer avant travaux l'emplacement du téléphone et/ou interphone de sécurité le plus proche
- Les personnels intervenants doivent être formés aux gestes de premier secours, à minima un par équipe

PREVENTION INCENDIE

- N'encombrez pas les couloirs et les escaliers.
- Laissez accessible le matériel incendie (extincteurs, robinets d'incendie).
- Ne touchez pas aux installations techniques (électricité, climatisation) sans autorisation.
- Baissez-vous dans la chaleur et les fumées, l'air frais est près du sol.
- Signalez toute anomalie (chaleur, odeur, bruit) au Service Technique via le Standard ou la hotline du service technique

ORGANISATION DES SECOURS ET COORDONNEES

Service technique de l'établissement de santé:



Standard ou poste de soins de l'établissement de santé



Charger d'exploitation électrique :

SAMU : 15



Pompiers : 18



En cas d'accident ou de malaise

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



- 1) Stopper les opérations en cours
- 2) Appeler les secours (15 ou 18)
- 3) Ne pas déplacer la victime (Sauf en cas de danger grave et imminent)
- 4) Prévenir le Service technique

En cas d'incendie

- 1) Déclencher l'alarme,
- 2) Appeler les secours (Pompiers : 18)
- 3) Prévenir le personnel soignant ainsi que le Service Technique.
- 4) Attaquer le feu au moyen d'extincteurs appropriés sans prendre de risques.
- 5) En cas d'ordre d'évacuation (signalé par une alarme sonore) : coupez les sources d'énergie (gaz, électricité) ; fermer portes et fenêtres ; ne pas revenir en arrière ; n'utiliser pas les ascenseurs ; quitter les locaux calmement en empruntant les cheminements d'évacuation (voir plan d'évacuation sur place) et se regrouper au point de rassemblement.
- 6) En cas d'impossibilité de quitter les lieux : fermer, calfeutrer et mouiller la porte ; se manifester à la fenêtre.

Tout accident du travail survenant au cours d'une intervention, devra être signalé dans les 48 heures par l'entreprise extérieure au **responsable des Services techniques**.

Conduite à tenir en cas d'agression

- 1) Stopper les opérations en cours.
- 2) Ne pas rester isolé.
- 3) Rester calme et courtois
- 3) Prévenir le personnel soignant.
- 5) S'éloigner du lieu de confrontation
- 6) Attendre l'accord du personnel soignant avant toutes reprises de travaux

Modalité d'accès intérieur et extérieur

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



Une clé ou un badge sera mise à disposition de l'entreprise extérieure pour faciliter les accès. La clé ou le badge devra être reposé tous les soirs au départ de l'entreprise extérieure.

7- MISES A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MATERIEL

7-1 Locaux, installations mis à disposition pour l'entreprise extérieure

Identification	Oui	Non	Lieu (à préciser sur le plan)
Restaurant (Self)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Réfectoire, locaux sociaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vestiaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Douches	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Sanitaires publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Zone réservée, (poste de programmation, stockage, outillages, etc...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ascenseurs, monte-charge	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Informations complémentaires :

7-2 Energie mise à disposition de(s) entreprise(s) extérieure(s)

Demande à effectuer auprès du chargé d'opération

- ☐ Eau
- ☐ Electricité
- ☐ Fluides
- ☐ Autres

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



7-3 Matériel mis à disposition de(s) entreprise(s) extérieure(s)

En cas de mise à disposition de matériel, celui est sous la seule responsabilité et à la charge de l'entreprise qui bénéficie du prêt.

Spécifier le matériel utilisé sur le site et les conditions d'entretien.

Le matériel est conforme au code du travail et muni de toutes les protections nécessaires.

- ☐ Ne met pas à disposition de matériel.
- ☐ Met à disposition du matériel (*remplir obligatoirement une autorisation de prêt de matériel*)
- ☐ Aspirateur à filtre absolu (Intervention en zone stérilisée)
- ☐ EPI
- ☐ Coffret électrique
- ☐ Autres équipements (échelles, outillages, matériels divers...) :

8- DOCUMENTS ANNEXES A CE PLAN DE PREVENTION

ANNEXES :

Le plan de prévention comporte six annexes référencées comme suit :

- ANNEXE 0 : Plan de l'établissement
- ANNEXE 1 : Risques infectieux COVID
- ANNEXE 2 : Risques infectieux
- ANNEXE 3 : Déchargement
- ANNEXE 4 : Laboratoire et Pharmacie

La signature du présent plan de prévention intègre de fait, l'approbation de ces documents.

Documents annexés fournis par de l'établissement de santé à renseigner par l'Entreprise extérieure (si besoin)

- ☐ Exemple de Permis de feu
- ☐ Exemple d'Attestation de consignation et de fin de travaux
- ☐ Autorisation de prêt de matériel aux entreprises extérieures
- ☐ Autorisation d'enlèvement d'équipements ou matériaux
- ☐ Plans d'accès au site
- ☐ Plans d'évacuation

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



☐ Autres :

Protocole « prévention des risques infectieux liés aux travaux hospitaliers »

Documents à renseigner et annexer par l'entreprise extérieure.

- ☐ En complément des points 4 et 5, l'entreprise extérieure annexe sa propre analyse des risques
- ☐ Planning travaux
- ☐ Fiche d'émargement du personnel de l'entreprise extérieure
- ☐ Autres

9- SIGNATURES

L'établissement de santé informe de l'obligation faite au(x) chef(s) d'entreprise(s) extérieure(s) d'instruire leur personnel avant le commencement de l'opération sur :

- ☐ Le plan de prévention, les consignes et les documents associés.
- ☐ Le droit de l'établissement de santé d'arrêter les travaux en cas de non-respect des consignes prévues.
- ☐ L'obligation aux entreprises extérieures de fournir les outils, les matériels, et les moyens de prévention conformes à la réglementation et consignes particulières liées à leur emploi.
- ☐ La possibilité de l'établissement de santé de réclamer à n'importe quel moment les attestations d'assurances, certificats de conformité, rapports de vérification, autorisation de conduite et titres d'habilitations exigés par la réglementation, permis feu, attestations de consignation.
- ☐ La possibilité de l'établissement de santé de procéder à des audits sur le chantier.
- ☐ La possibilité de l'établissement de santé de stopper les travaux pour différentes raisons (hygiène, médicale).

Le non-respect d'une des règles précisées dans ce plan de prévention ou des textes réglementaires en vigueur peut entraîner l'exclusion simple et définitive de l'entreprise extérieure, sans que celle-ci puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Toute modification des conditions d'intervention liée à l'évolution des risques fera l'objet d'une modification par avenant de ce Plan de Prévention.

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



L'établissement de santé et l'entreprise extérieure s'engagent à s'informer mutuellement de l'évolution des risques.

Les représentants des entreprises concernées reconnaissent avoir reçu les consignes de sécurité du site et en avoir pris connaissance et s'engagent à exécuter et faire exécuter les mesures décidées qui les concernent dans ce plan de prévention.

Pour l'établissement de santé
Raison sociale :

Service donneur d'ordre : Nom du
Directeur, Responsable, Cadre
Date :

Signature :

Responsable des opérations au sein de
l'établissement dans le cadre du marché :
Date :

Signature :

Secrétaire du CHSCT
Nom :
Date :

Signature :

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



Pour l'entreprise extérieure titulaire

Nom de l'entreprise :

Nom du représentant de l'entreprise :

Mention manuscrite obligatoire à recopier par le représentant de l'entreprise avant signature : « *je soussigné, nom, prénom, fonction, représentant de l'entreprise raison sociale, reconnait avoir lu le document mentionné ci-dessus, reconnait avoir été informé des différents risques présents sur les sites hospitaliers et m'engage à en informer mes éventuels sous-traitants.*² »

Plan de prévention établi le

Signature :

² Si l'entreprise titulaire du marché fait appel à un sous-traitant au cours de l'exécution du marché, un plan de prévention spécifique sera établi pour chaque opération

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



ANNEXE 1 – PLAN DES SITES

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



ANNEXE 2- LISTE DU PERSONNEL

Liste du personnel travaillant sur les sites du CHUGA qui ont pris connaissance du plan de prévention³

NOM	PRENOM	FONCTION	DATE	SIGNATURE

³ A remplir par le responsable de l'entreprise extérieure dès qu'un personnel intervient sur le site, à communiquer au responsable technique du site concerné par l'intervention

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20/02/92

Art. R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail



Liste des personnels sauveteurs secouristes

Liste des personnels formés aux travaux en hauteur et port des EPI adaptés

Les photocopies d'attestation sont à fournir

NOM	PRENOM	FONCTION	DATE	SIGNATURE